



HAL
open science

L'historiographie slovaque après 1989

Ľubomír Lipták

► **To cite this version:**

Ľubomír Lipták. L'historiographie slovaque après 1989. Cahiers du CEFRES, 2001, Mémoires du communisme en Europe centrale, 26, pp.10. <halshs-01162358>

HAL Id: halshs-01162358

<https://shs.hal.science/halshs-01162358v1>

Submitted on 10 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Cahiers du CEFRES

N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale

Georges Mink (Dir.)

Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès (Ed.)

L'ubomír LIPTÁK

L'historiographie slovaque après 1989

Référence électronique / electronic reference :

L'ubomír Lipták, « L'historiographie slovaque après 1989 », Cahiers du CEFRES. N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale (ed. Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès).

Mis en ligne en / published on : avril 2010 / april 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c26f/liptak_2001_historiographie_slovaque.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



L'historiographie slovaque après 1989

Ľubomír Lipták (Institut d'Histoire de l'Académie des sciences, Bratislava)

L'une des contributions présentées à ce colloque parle de l'utilisation de l'histoire à des fins politiques après 1989 en Slovaquie¹. La discussion sur la nouvelle mémoire officielle se rapporte évidemment aussi aux autres composantes de la mémoire historique, et donc à l'historiographie « éclairée ». Toutes deux sont étroitement liées à une troisième mémoire, la plus obstinée et la plus diversifiée, la mémoire individuelle. En règle générale, la mémoire officielle exige de l'historiographie qu'elle lui obéisse, la mémoire individuelle demande, pour sa part, à l'historiographie de confirmer la dimension « universelle » de sa propre expérience de la vie. Lorsque l'historiographie ne cède pas à la pression, elle n'est plus, dans les régimes post-communistes, soumise à une persécution franche et directe, à savoir à une interdiction d'exercice, de publication, à une récupération ou à toute autre forme de répression auxquelles elle est habituée. La décision de ne pas se soumettre et de ne pas obéir entraîne des sanctions moins drastiques, qui sont toutefois ressenties comme déprimantes et insupportables : l'historiographie est renvoyée à ses propres repères, à ses propres questions. Elle se sent de ce fait méprisée, méconnue et presque inutile, elle cède à la panique, organise conférences et symposiums. Dès lors que l'historiographie accepte de donner satisfaction au pouvoir, elle subit une déformation proportionnelle à son degré d'obéissance ; dans les cas extrêmes, elle cesse d'être une mémoire éclairée et se confond avec la mémoire officielle. Cette tension entre les trois mémoires se retrouve sous une forme ou une autre dans tous les régimes, bien qu'il soit impossible de réduire le cheminement de l'historiographie à cette seule dimension.

Après 1989, la reconstruction la plus simple et la plus rapide fut celle de la mémoire officielle, ce dont d'ailleurs l'État et la société avaient eu l'occasion de se convaincre à plusieurs reprises depuis 1918. Les armoiries traditionnelles de l'État, qui avaient été supprimées en 1960, lors de l'adoption de la constitution socialiste, furent restaurées. Le mot « socialiste » disparut de l'intitulé République socialiste slovaque ; disparurent également du rituel les statues, plaques, noms de rues, d'entreprises et d'institutions « inopportuns ». Le Parlement vota toute une série de nouvelles fêtes et de jours fériés. Un nouveau passé fut éterné sur les pièces de monnaie, les billets de banque, les timbres postaux, les distinctions et ordres nationaux. Un passé pas tout à fait nouveau quand même. Le communisme national slovaque avait déjà intégré, depuis les années 60, une large part des traditions nationales. Ainsi, si nous faisons abstraction de la suppression de la symbolique purement communiste, il s'agissait plutôt, dans la mythologie historique, de procéder à des modifications dans la structure et dans les priorités. Le régime d'avant novembre 1989 n'aurait évidemment pas fait revêtir à la garde d'honneur militaire des uniformes semblables à ceux des volontaires slovaques de 1848-1849, comme c'est le cas aujourd'hui. Non parce qu'il portait un jugement différent sur cet épisode de l'histoire, mais parce qu'il avait d'autres priorités. Il est vrai qu'éclatèrent, au sein du parlement fédéral et des deux parlements nationaux – tchèque et slovaque –, tout comme dans l'opinion, au début de 1990, des débats passionnés sur la symbolique étatique et sur la question de savoir comment écrire le nom de l'État. C'était un sujet profondément « précommuniste », il n'était dépourvu ni de références historiques ni

¹ Cf. ci-dessus le texte de Luboš Kubín

d'arguments, mais le cœur du problème était un sujet des plus brûlants : c'était un débat sur la compétence.

La restructuration de la mémoire officielle fut, et est, fortement marquée par les débats sur l'orientation du régime d'après novembre 1989 et, à partir de 1993, de la République slovaque indépendante. Aux yeux de certains, il manque sur la liste des fêtes nationales le 28 octobre 1918, date de naissance de la Tchécoslovaquie, pour d'autres, celle du 29 août 1944, anniversaire du soulèvement national slovaque, est au contraire en trop, parce qu'ils n'y voient rien de national, rien de slovaque, et encore moins un soulèvement, mais un . Personnellement, ce qui me gêne, c'est que, pour un État pauvre, il y a trop de fêtes nationales et de jours chômés : outre les samedis et dimanches, il y en a eu quatorze en 1999. À cela s'ajoutent quinze « jours du souvenir » votés par le parlement et liés à des événements historiques importants. L'ensemble des fêtes et jours du souvenir n'est pas le reflet d'une conception pensée et voulue, mais uniquement d'un compromis, une sorte de conglomerat des ruines de plusieurs passés. Les fêtes séculières et jours du souvenir sont plus nombreux que les fêtes religieuses, le rapport étant de 17 contre 12, et ce, bien que, dans le domaine religieux la prédominance catholique soit compensée par les fêtes protestantes et orthodoxes. Trois jours du souvenir ont été créés en réaction à l'épisode communiste de l'histoire : le Jour de la lutte pour les droits de l'homme, le Jour des personnes injustement poursuivies et le Jour du combat contre le totalitarisme.

La loi du Conseil national de la République slovaque n° 125 de 1996 *sur l'amoralité et l'illégalité du système communiste* peut être considérée comme « la cerise sur le gâteau » : elle est le couronnement formel du nouveau rapport qu'entretient la mémoire historique officielle avec la dictature communiste. Dans le paragraphe 1, elle qualifie le régime en place entre le 25 février 1948 et le 17 novembre 1989 de « *condamnable* », et constate :

« *Le Parti communiste de Tchécoslovaquie, tout comme le Parti communiste de Slovaquie, était une organisation qui n'empêchait pas ses membres et leurs complices de commettre des crimes, y compris des violations des libertés et des droits de l'homme.* » Dans le paragraphe 2, le Conseil national exprime sa reconnaissance aux membres de la résistance anticommuniste, puis à tous ceux qui furent injustement persécutés par le régime, qui contribuèrent à sa chute et au rétablissement de la démocratie, ainsi qu'à ceux qui « *ne prirent pas part aux crimes du communisme* ». La dernière phrase mérite d'être relevée, car elle montre que la nature du régime totalitaire, l'ampleur de l'oppression et du chantage auxquels sont soumis ses sujets ont été appréhendées et comprises. Ce qui se reflète aussi dans le préambule de la loi, où il est dit que le régime contraignait les gens « *à exprimer publiquement leur accord avec ce qu'ils considéraient comme des tromperies et des crimes* ».

La nouvelle mémoire officielle est démocratique, on souligne son aspect national slovaque, et les tentatives faites pour y intégrer la tradition de la République slovaque de la Seconde Guerre mondiale se sont soldées par un échec. Pour employer un langage plus imagé, au mythe historique de la dictature rouge ne se substitua pas son prédécesseur, la dictature noire. Cela ne se fit pas automatiquement, il fallut la participation, dans les deux groupes protagonistes, de la deuxième composante de la mémoire historique, ... Mais ce conflit n'est en rien un blocage qui entrave l'étude de l'histoire du communisme.

¹ Ces débats dramatiques, qui durèrent plusieurs mois, débouchèrent sur l'adoption de la loi n° 101/1990, qui décida, par compromis, d'appeler le pays République fédérative tchèque et slovaque. Pour l'analyse et les dessous du conflit entourant les symboles, se reporter à : Milan Šútovec, *Semióza ako politikum alebo « pomlčková vojna »*. Kalligram, Bratislava, 1999.

² À propos de la discussion sur l'interprétation de la République slovaque pendant les années de guerre, se reporter à : Korček, Ján, *Slovenská republika 1943-1945*. Ministerstvo obrany SR, Bratislava 1999, pages 25-26. Jablonický, J., *Glosy o historiografii SNP*. Bratislava 1994. Jablonický, J., « Slovenské národné povstanie v

Lorsque nous parlons de l'écriture de l'histoire du communisme, le premier problème qui se pose est évidemment la question des proportions, de la place qui lui revient dans la somme des données historiques enseignées aux élèves, aux citoyens, de la place qui lui est accordée dans les programmes de recherche, les subventions, les politiques et stratégies éditoriales. On peut aisément constater que la déformation caractéristique principale de la période antérieure à 1989 n'a pas disparu, mais qu'on en a pris le contre-pied. Tandis qu'auparavant l'histoire du mouvement ouvrier et du communisme était au centre des études sur l'histoire contemporaine, de l'enseignement et de la propagande, et que le reste ne jouait qu'un rôle secondaire et constituait en quelque sorte un complément obligé, on pourrait aujourd'hui penser, à la lecture de la bibliographie historique, que le communisme est apparu en Slovaquie, en 1945, comme un prétendant au pouvoir tombé du ciel, venu des profondeurs de l'espace, au mieux de Prague. Comme si le seul problème était de rétablir une sorte d'équilibre : on écrivait trop sur les communistes, dorénavant, on n'écrira plus rien. Cette démarche occulte le véritable problème, qui est de savoir comment on écrivait. On évite ainsi l'analyse indispensable (et scientifiquement évidente) de la littérature en énonçant des généralités sur le fait qu'elle a été délibérément, systématiquement et globalement déformée, dénaturée. Ce qui fait défaut, ce sont de nouveaux travaux qui procéderaient à une « révision discrète » de l'ancienne production. Aucune étude sérieuse n'a vu le jour depuis 1989, sans parler d'une monographie ou de la publication de documents sur l'histoire du parti communiste en Slovaquie avant son arrivée au pouvoir. Cela signifie que nous continuerons encore de longues années, lorsque nous rédigerons des études synthétiques, des manuels et des dictionnaires, à décrire le parti communiste, qui recueillait environ 10 % des suffrages pendant l'entre-deux-guerres, qui était largement représenté dans la résistance antifasciste et qui gouverna environ quarante ans, selon le schéma qu'il a lui-même établi. Lequel faisait l'objet d'une déformation thématique due au choix des personnes, à la dénaturation et à l'occultation des événements et des tendances, à une démarche qui non seulement n'analysait pas, mais ne décrivait même pas correctement les faits. Puisque cette historiographie ne faisait que porter des jugements, l'idéologie en décidant ainsi et ignorant donc la science, l'aspect factuel, le déroulement réel des événements historiques pouvaient rester superficiels, imprécis, orientés, sans que cela pose le moindre problème.

Cela ne veut pas dire qu'il faille recommencer de zéro, mais il est certain que l'on ne peut éviter une « discussion générale » sur l'état de la recherche. À deux reprises, lors d'une réunion d'historiens slovaques, en janvier 1990, puis lors de deux congrès de la Société d'histoire slovaque, en 1991 et 1996, une mise en garde fut lancée contre l'ignorance de l'histoire du communisme et même de l'histoire du socialisme, mais il semble qu'un troisième avertissement soit plus que jamais d'actualité. La situation est meilleure en ce qui concerne le phénomène du « communisme au pouvoir ».

Les problèmes et les résultats d'une étude portant sur la période postérieure à 1945 – l'étude débute avec les premiers travaux des années 50 et s'achève avec novembre 1989 – sont exposés par Michal Barnovský dans une publication intitulée *A Guide to Historiography in* . Après 1989, les études sur la dictature communiste quittèrent le registre d'un journalisme plus ou moins bien informé, parfois purement passionnel, pour gagner celui de la véritable historiographie. Les tout premiers travaux qui virent le jour traitaient de l'arrivée au pouvoir du communisme, de la période 1945-1948, parce que les données et les documents de base étaient connus depuis longtemps des historiens et que seules des barrières politiques avaient

historiografii v rokoch totality. Po novembri 1989 ». In : *SNP v pamäti národa*. Bratislava – Banská Bystrica 1994, p. 86-100.

³ Barnovský Michal : « Slovak Historiography on the Period after 1945 ». In: *A Guide to Historiography in Slovakia*. Studia Historica Slovaca XX. Bratislava 1995, p. 121-130.

empêché leur . Le retard de la recherche historique par rapport à l'esprit de l'époque, donc par rapport à la « demande de la société », selon l'expression en vigueur sous le régime précédent, apparut au cours des années suivantes, tout particulièrement au niveau de la thématique des études et travaux. Ceux-ci continuent dans la veine initiée par le journalisme de l'après-novembre : dans la « dénonciation » des crimes du communisme, de son aspect terroriste. L'ouverture des archives de la sécurité et d'autres favorisa une certaine évolution : les récits des témoins et des victimes laissèrent peu à peu place à une description plus large, plus précise et mieux documentée. Une bonne illustration de cette évolution peut être donnée avec la révélation de l'histoire des Églises, qui comptèrent parmi les institutions les plus durement opprimées par la dictature.

Les premiers travaux entrent dans le registre des autobiographies, des témoignages ou des récits de témoins oculaires, tel l'évêque officieux de l'Église catholique Ján Chrystostom Korec, tel Anton Hlinka, important activiste exilé, tels les écrits laïques du dissident catholique František Mikloško ou les nombreux souvenirs des victimes des ...

Grâce à l'ouverture des archives, le passage de cette littérature de « révélation » à une littérature analytique fut relativement rapide. Le livre de Karel Kaplan *Stát a cirkev v Československu 1948-1953 (L'État et l'Église en Tchécoslovaquie entre 1948 et 1953)*, paru en 1993, fournit des informations essentielles et esquisse le « cadre national ». Les consultations des archives permirent de mettre peu à peu au jour les tentatives de domination de l'Église en Slovaquie après le putsch de 1948, la « nuit barbare » de 1950 – l'élimination des cloîtres masculins, celle de l'Église catholique grecque, mais aussi les méthodes de pression et de mise au pas des Églises protestantes, moins centralisées que leur homologue .

Un autre sujet connut une évolution semblable, lequel est lié au long traumatisme subi par les personnes persécutées et la société – la question nationale. C'est là qu'apparaît le plus nettement la présence ininterrompue, en Slovaquie, de deux mémoires historiques nationales parallèles, slovaque et hongroise. La mémoire slovaque se focalisait principalement, dans le domaine des relations slovaque-hongroises, sur la période de la domination hongroise du XIX^e et du début du XX^e siècle et sur les années d'occupation de la Slovaquie méridionale, entre 1938 et 1945. L'élaboration de la mémoire hongroise, le journalisme et l'historiographie se concentraient plutôt sur la période postérieure à 1945, c'est-à-dire sur le revanchisme antihongrois, sur la période dite de « reslovaquisation », sur les échanges de population, les ... La création slovaque continue, depuis 1989, de développer ses traditionnels thèmes slovaque-

⁴ Barnovský Michal : *Na cestě k monopolu moci*. Bratislava, Archa 1993. Letz Róbert : *Slovensko v rokoch 1945-1948*. Bratislava 1991.

⁵ Korec, J. Ch. : *Od barbarskej noci*. Bratislava 1991. Hlinka, Anton: *Sila slabých, slabosť silných. Cirkev na Slovensku v rokoch 1948-1989*. Trnava 1990. Mikloško, František : *Nebudete ich môcť rozvrátiť. Z osudov katolíckej cirkvi na Slovensku*. Bratislava 1991. Uhorskai, P. : *Ako to bolo*. Liptovský Mikuláš 1992. Juráš, J. : *Z temného údolia*. Liptovský Mikuláš 1992.

⁶ Par exemple : Pešek, J. – Barnovský, Michal : *Štátna moc a cirkvi na Slovensku 1948-1953*. Bratislava 1997. Vnuk, F. : *Pokus o schizmu a iné proticirkevné opatrenia v rokoch 1949-1950*. Bratislava 1996. Vnuk, F. : *Akcia « K » a « R »*. *Zásahy komunistického režimu proti reholiam v rokoch 1950-1956*. Bratislava 1995. Pešek, J. : « Evanjelická cirkev augsburského vyznania na Slovensku v začiatkoch totality/1948n-1953/ ». In : *Historický časopis*, 45, 1997, n° 2, p. 271-294. Letz, R. : « Postavenie gréckokatolíckej cirkvi v Česko-Slovensku v rokoch 1945-1968 ». In : *Historický časopis*, 44, 1996, n° 2, p. 262-280. Vanat, I : « Priašivskýj sobor 1950 roku ». In : *Dukl'a*, 44, 1996, pages 67-88. Fedor, M. : *Z dejín gréckokatolíckej cirkvi v Československu 1945- máj 1950*. Košice 1993.

⁷ Janics, Kálmán : *A hontalanság éve. A szlovákiai magyar kisebbség a második világháború után 1945-1948*. Bratislava 1992. Vadkerty, Katalin : *A reszlovakizáció*. Pozsony 1993. Beneš, Edvard : *Elnöki dekrétumai, avagy A magyarok és németek jösfosztása*. Ed. Kövesdy, János, Pozsony 1996. Gyurgyík, L. : *Magyar merlég. A szlovákiai magyarság a népszámlálási és népmozgalmi adatok tükrében*. Pozsony/Bratislava 1994.

hongrois, mais sans taire les « pages sombres » de l'histoire de la condition des minorités après .

Les questions de l'Église et des nationalités, non seulement le rapport aux minorités, mais aussi la relation slovaco-tchèque, sont très longuement abordées dans les travaux traitant de l'appareil répressif, une large place étant faite à la Sécurité d'État et à ses actions contre les opposants au régime, les exilés et les « nationalistes bourgeois »⁹.

Chronologiquement, la majorité de cette littérature se concentre sur la période allant de 1948 au milieu des années 50, c'est-à-dire sur la période « fondatrice » ou, plus précisément, « terroriste » de la dictature communiste. Les études concernant l'année 1968 sont . Les thèmes qui ne touchent pas directement au pouvoir et à son exercice ne sont que très modestement représentés et se limitent à quelques études publiées dans des revues, par exemple sur le développement de l'agriculture et l'industrialisation, sujets qui faisaient avant 1989 l'objet d'un intérêt systématique. C'est aussi une des raisons pour lesquelles cette étape de restructuration de l'historiographie de la mémoire d'après 1989, d'où nous ne sommes toujours pas sortis, est plus une période de « révélation » que d'« explication ».

La littérature de « révélation » a une valeur scientifique et sociale, mais, bien qu'elle doive à la « demande de la société » d'exister et de prospérer, on ne peut manquer de remarquer que l'écho qu'elle a dans la société est très limité. Peu de livres ont été vendus à plus de quelques centaines de milliers d'exemplaires, et l'édition slovaque du *Livre noir du communisme* (1999), par exemple, eut un retentissement moindre que celui qu'on espérait. L'une des explications en est que la littérature spécialisée apporte des documents, des précisions et resitue après coup dans un contexte social élargi des événements et des phénomènes qui ont été analysés par le journalisme et les médias dès les premières années postérieures à 1989. Un événement de 1999 confirme toutefois qu'il y a plusieurs raisons à cela. Le ministre de la Justice Ján Čarnogurský proposa que soit constituée en Slovaquie, sur le modèle de quelques autres pays post-communistes, une commission d'enquête sur les crimes du communisme. Comme le montrent les rares voix qui se prononcèrent pour et les nombreuses voix qui s'y opposèrent, la réaction dominante fut l'indifférence, le désintérêt. Certaines raisons sont « non historiques », elles sont la conséquence de la situation politique du moment, mais le peu d'écho qu'eurent les actions visant à « régler la question du communisme » soulève une question historique : sur quel communisme, ou quel type de communisme, doit porter la discussion historique ?

⁸ *Národnosti na Slovensku*. Ed. Haraksim, L'udovít. Bratislava 1993. *Slovensko-maďarské vzťahy v 20. storočí*. Ed. Zelenák, Peter. Bratislava 1992. Šutaj Štefan : *Reslovakizácia*. Košice 1991. Šutaj, Štefan : « *Akcia Juh* » *Odsun Maďarov zo Slovenska do Čiech v roku 1949*. Praha 1993. *Etnické minority na Slovensku. História, súčasnosť, súvislosti*. Ed. Gadoš Marián–Konečný Stanislav. Košice 1997. Gajdoš, Marián–Konečný, Stanislav : *K politickému a sociálnemu postaveniu Rusínov-Ukrajincov na Slovensku v povojnových rokoch*. Košice 1991. Jurivá, A. : *Vývoj rómskej problematiky na Slovensku po roku 1945*. Bratislava 1993. Kováč, Dušan : « Die „Aussiedlung“ der Deutschen aus der Slowakei ». In : *Erzwungene Trennung*. Ed. Detlef Brandes, Edita Ivaničková und Jiří Pešek. Klartext Verlag, Essen, p. 231-236. Pešek, Jan : *Die Deutschen in der Slowakei nach Beendigung der Kollektiven Abschiebung*. Ebenda, p. 237-242.

⁹ Pešek, J. : *Štátna bezpečnosť na Slovensku 1948-1953*. Bratislava 1996. *V tieni totality. Perzekúcie na Slovensku v začiatkoch komunistickej totality /1948-1953/*. Ed. J. Pešek. Bratislava 1996. Žatkuliak, Jozef : *V mene zákonov a proti občanom ? Trestnoprávna právomoc národných výborov na Slovensku v rokoch 1950-1957*. Bratislava 1994. Cintavý, V. : *Po stopách Bielej légie v protikomunistickom odboji*. Bratislava 1997. Varinský, V. : *Nútené práce na Slovensku v rokoch 1945-1953*. Banská Bystrica 1996.

¹⁰ *Slovenská spoločnosť v krízových rokoch 1967-1970*. Recueil des travaux des I.-III. Komisia vlády pre analýzu udalostí 1967-1970 (I^{re} et III^{re} commissions gouvernementales pour l'analyse des événements de 1967-1970). Bratislava 1992. *Slovensko v rokoch 1967-1970. Výber dokumentov*. Komisia vlády pre analýzu historických udalostí 1967-1970 (commission gouvernementale pour l'analyse des événements historiques de 1967-1970). Bratislava 1992. Lahuha, I.–Uher, J.–Kočtúch, H. : *Dubček. Profily vzdoru*. Bratislava 1991. Dubček, Alexander : *Z pamätí. Nádej zomiera posledná*. Spracoval Hochman Jiří. Bratislava 1993.

Dans la mémoire individuelle des personnes les plus touchées par le putsch de 1948, les quarante années qui suivirent forment un ensemble, un tout, l'année 1968 est pour elles un conflit interne des communistes. D'autres ressentent 1968 comme un tout indépendant, pour d'autres encore les périodes antérieure et postérieure à l'occupation ont une importance et une signification variables. Cette perception hétéroclite des trois périodes de la dictature communiste apparaît dans les sondages menés auprès de l'opinion publique. Je ne détaillerai pas ici les évolutions et les variations d'opinions depuis les changements, mais à la fin de 1997 la situation était la suivante : les années 50 étaient jugées positives ou en partie positives et en partie négatives par 31 % des personnes interrogées, mais 63 % jugeaient ainsi les années 70 et 80. 38 % jugeaient négativement les années 50, et seulement 22 % les années dites de normalisation.

De la même façon, les jugements portés sur l'année 1968 se décomposaient comme suit : 38 % d'opinions positives, 16 % d'opinions positives et négatives, 30 % de négatives et 31 % de « ne se prononcent pas ».

Chez les générations plus âgées, l'expérience personnelle se mêle à une découverte plus tardive de certains faits. Répondent en 1997 à ces mêmes questions des personnes âgées de 17 à 24 ans, qui n'ont plus que des références indirectes, c'est-à-dire apprises, non vécues – l'école, la famille, l'environnement, les médias. Dans cette tranche d'âge, 19 % portent un jugement positif ou en partie positif sur les années 50, 25 % un jugement négatif. Le fait que 56 % des jeunes interrogés ont répondu à la question des années 50 par « ne se prononce pas » constitue un véritable « appel au secours » adressé à l'historiographie. Cela représente le plus fort pourcentage de toutes les périodes évoquées – la Première république est très mal connue de 54 % des jeunes, le pourcentage est de 45 % pour la République slovaque des années 1939-1945. Une large majorité de jeunes ne perçoit de façon franchement positive que deux événements – le soulèvement de 1944 et novembre 1989. Il est intéressant de relever que le pourcentage des jeunes qui ont une opinion positive de l'année 1968 est inférieur à celui de l'ensemble de la population – 28 % contre 38 %, le pourcentage des opinions négatives est également légèrement inférieur – 27 % contre 30 %. Ils sont 38 % à ne pas se prononcer. Les jeunes ont une perception moins positive des années 70 et .

L'historiographie ne joue, dans la formation de la mémoire individuelle, qu'un faible rôle et il ne lui est accordé que peu de place. Mais la distinction très nette faite entre deux périodes, celle qui précède 1968 et celle qui lui succède, met en lumière certains phénomènes qu'elle ne peut ignorer.

La première phase, la phase fondatrice et nettement terroriste de la dictature communiste, avait fait l'objet d'une critique et d'une certaine « récusation historique » dans les années 60. Cette critique était incomplète, orientée, limitée à un cercle précis d'événements et de personnes, mais un tournant historique s'opéra dans la mémoire lorsqu'elle sortit du cadre et des limites initialement fixés par la direction du parti. C'était donc une affaire pour ainsi dire « dévolue » à la partie de la population qui souffrait le moins du régime et ne s'embarrassait guère d'éthique. La seconde cassure, le second tournant à l'origine du *distinguo* fait entre les années 70 et 80 et la terreur des années 50 fut la forme, le style de la normalisation. Le régime politique d'après 1969 était, malgré les procès de dissidents, les persécutions et les brimades de centaines de milliers de gens, à l'évidence « plus libéral » encore que le régime du milieu des années 60, et naturellement sans commune mesure avec les années qui suivirent le putsch de février 1948. L'ampleur et la structure de l'exercice de la violence et de la corruption de la société formaient un mélange qui parvint

¹¹ Bútorová, Zora - Bútor, Martin : « Events and Personalities in Slovakia's History ». In : *Democracy and Discontent in Slovakia. A Public Opinion Profile of a Country in Transition*. Ed. Zora Bútorová. Bratislava 1998, p. 191-201.

très bien à paralyser cette société altérée par de longues années de terreur. On pourrait en dire davantage et donner plus de précisions si l'historiographie s'était autant intéressée à cette période qu'à la première phase de la dictature communiste. C'est-à-dire non pas en y voyant les « prémices de la révolution », non pas (uniquement) en en faisant le contexte de l'action des dissidents, mais dans le cadre d'un système de fonctionnement « normal » de l'État et de la société. En l'appréhendant comme une réalité qui s'exerça pendant quarante ans et que les habitants percevaient à travers le prisme de leurs propres intérêts, possibilités, destins, de leurs propres mutations sur l'échelle sociale, et qui, historiquement parlant, dura longtemps. Si longtemps même, que les positions et les situations sociales finissaient par se transmettre « en héritage ». Si 63 % de la population a un avis plutôt positif sur la moitié de la période que les analyses historiques, politologiques et économiques qualifient de période de stagnation et sans perspectives, elle fait l'objet d'une loi spécifique qui la condamne moralement ; on ne peut par conséquent se contenter, d'un point de vue politologique, d'éluder le problème en disant qu'il s'agit d'idiots, d'êtres primitifs et d'esprits bornés, au mieux de séniles nostalgiques. Est-ce ainsi que l'on découvrira comment cette période les a touchés et les touche ? C'est pourquoi élargir les thèmes du début des années 50 aux thèmes de la période de « normalisation » est indispensable, bien que la recherche soit considérablement compliquée par la stricte mise en œuvre de la nouvelle loi sur les archives. Certaines monographies montrent toutefois que l'on peut aller au-delà de la date butoir de 1968. Ainsi en est-il de l'étude de Jozef Žatkuliak sur le début de l'éclatement du système fédéral de la Tchéco-Slovaquie, légalisé en 1968, et du rétablissement du centralisme, composante essentielle de la « normalisation »¹². La monographie de Miroslav Púčik, qui se réfère aux archives militaires de l'année 1968, s'intéresse principalement au rôle joué par l'armée, selon son propre point de vue, dans le bâillonnement de l'opposition qui s'exprimait tant au sein de la population qu'à l'intérieur de l'armée, ainsi qu'aux mesures de « maintien de l'ordre » prises jusqu'à la fin des années . *Dejiny slovenskej kinematografie (L'Histoire de la cinématographie slovaque)* montre comment il est possible de pénétrer « les dessous » de la normalisation et de mettre au jour ce mélange spécifique de terreur, de pression et d'exercice virtuose du monopole en se servant de son influence « idéelle ». Les archives ont permis de suivre, jour après jour, l'apparition, la manipulation et le musellement des œuvres culturelles, domaine qui était, étant donné son large impact, le plus ..

Un simple coup d'œil permet de remarquer que les années de normalisation recèlent toutes sortes de surprises. Il est par exemple stupéfiant de constater que la campagne slovaque est devenue, après 1969, l'un des éléments politiques les plus stables du régime. Les agriculteurs avaient pourtant été l'une des classes les plus touchées par la terreur des années 50. Pour la seule année 1951, plus de 60 000 agriculteurs avaient été punis ou condamnés pour « mise en danger de la construction du socialisme »¹⁵. Les événements les plus dramatiques – les soulèvements, les arrestations massives, les passages à tabac, les emprisonnements qui eurent lieu pendant la période de répression des Églises, dans les années

¹² Žatkuliak, J. : *Federalizácia československého štátu 1968-1970, Prameny k dejinám československé krize v letech 1867-1970*. Díl 5 / 1. svazek. Praha-Brno 1996. Žatkuliak, J. : « Deformácia ústavného zákona o československej federácii po októbri 1968 ». *Historický časopis* 40, 1992, č. 4, p. 473-486.

¹³ Púčik, M. : *Rok 1968 a armáda na Slovensku*. Ministerstvo obrany, Bratislava 1999.

¹⁴ Macek, V.-Paštéková, J. : *Dejiny slovenskej kinematografie*. Bratislava 1997. Le « chef dramaturge » de Slovenský film (NDLT – que l'on pourrait traduire par « comité de censure » des ateliers cinématographiques slovaques), qui disposait d'un énorme pouvoir de décision, qualifia la création des années 60, « époque brillante » du film slovaque autant que du film tchèque, de « fortement teinté de libéralisme, de révisionnisme, d'antisoviétisme, d'anti-socialisme, de sexe vulgaire, de scepticisme, de religiosité, de grossièreté, de pessimisme, de morbidité antipopulaire et de poésie du dégoût ». p. 366.

¹⁵ Hlavová, V. : « Policajno-administratívny a ekonomický nátlak na rol'níkov počas I. etapy kolektívizácie ». In : *Od diktatúry k diktatúre*. Ed. M. Barnovský, Bratislava 1995.

50 – frappèrent le plus durement la population rurale. Dans les années 60, les campagnes réagissaient encore fortement au mouvement de réforme. La mutation qui s'opéra par la suite et aboutit à cet état léthargique, à ce « ras le bol résigné » qui prévalait avant 1989, soulève une infinité de questions : quel rôle ont joué la perte des repères économiques, le changement de position sociale, le renouvellement des générations et l'usure du temps, le changement de statut de la ruralité au sein de la société, les changements de tactique mise en œuvre dans les campagnes par le parti communiste après qu'il eut atteint ses objectifs stratégiques par la collectivisation et l'étatisation ? L'attitude adoptée par le monde rural pendant les deux dernières décennies de la dictature communiste fut-elle de la temporisation, une capitulation, de l'attentisme ou était-ce déjà cet état d'inertie duquel seule une force extérieure, venue de la ville, parvint à le faire sortir ? N'y a-t-il pas là un parallèle avec cette « ville » ?

« Le premier devoir de l'historien n'est pas de décrire son sujet mais de le découvrir. » Ces mots de Paul s'appliquent également à l'histoire du communisme. Et ce d'autant plus qu'elle a laissé un témoignage du passé immédiat ou qu'elle a elle-même généré nombre de problèmes qui grèvent lourdement le présent, tels les restitutions, les problèmes nationaux, religieux, de classes, de génération, sociaux, éthiques et autres, les préjugés, les droits et les conflits. La société en est saturée, traumatisée et éclatée, l'histoire est dans la situation insensée de devoir trancher et résoudre, pas de comprendre. Trouver les thèmes qui permettent de comprendre est ardu, surtout quand ils se rapportent à une période difficile.

Lorsque l'on se demande comment écrire l'histoire du communisme, on ne peut éviter certaines questions techniques, qui ont en même temps valeur de témoignage sur l'objet de l'étude.

L'historiographie du communisme en Slovaquie ressent fortement comme une vengeance ultérieure du parti et du gouvernement le centralisme parfois vraiment monstrueux du régime de l'après-février. C'est ainsi qu'à partir de 1993 la base de données clé, et souvent la seule, se trouve être à l'étranger, ce qui constitue un sérieux obstacle pour la recherche. Obstacle non pas tant politique que financier, et celui-ci est difficilement franchissable. Il semble que le lien qui unit l'historiographie slovaque à son homologue tchèque soit encore plus étroit pour la période allant de 1948 à 1989 que pour l'entre-deux-guerres et que toutes deux dépendront davantage des archives de Prague que ne dépend de celles de Vienne et de Budapest la période antérieure à 1918. Les travaux de l'historiographie tchèque, particulièrement la remarquable production des chercheurs proches de l'Institut d'histoire contemporaine, sont une richesse inestimable pour l'historiographie slovaque. Dans un régime aussi centralisé, il est extrêmement difficile de trouver des sujets qui seraient exclusivement « slovaques ».

En ce qui concerne les sujets intéressants tout le pays, il existe une autre source, celle des études régionales, qui sont un « terreau » historiographique riche pour l'étude des époques antérieures, non un simple complément. Mais aucune étude de ce type ne traite aujourd'hui des années de la dictature communiste. Les causes en sont nombreuses. La surcharge de travail occasionnée aux archivistes par les restitutions et la crise des musées en lutte pour leur survie sont des causes objectives. En filigrane s'en dessine une autre : la nature de la Révolution de velours (novembre 1989), qui a entériné la pérennisation des sujets et des thèmes de recherche des historiens et des acteurs locaux. Il est différent d'écrire pour 5 millions de lecteurs potentiels, et non connus, à travers tout le pays et d'écrire pour les habitants de la région ou de la ville que l'auteur rencontre tous les jours dans la rue. Peut-être est-ce aussi l'une des nombreuses raisons qui font que l'on reconnaît la nécessité de s'attaquer au problème du passé récent et de le résoudre par tous les moyens, mais qu'on la met difficilement en pratique.

¹⁶ Veyne, Paul : *Ako písať o dejinách*. Bratislava 1998, p. 187.

Sur l'invitation à la présente réunion scientifique est imprimée une citation d'Antoine Prost selon laquelle l'histoire, malgré son haut niveau de spécialisation, est avant tout une expérience sociale. Les connaissances historiques, les découvertes historiques, le métier d'historien ne représentent que certains aspects particuliers d'une relation plus générale, à savoir la relation qu'entretient la société avec son passé. Après un certain nombre de tentatives visant à synthétiser la période postérieure à 1948, il me semble que, lorsque l'on écrit l'histoire du communisme, le piège le plus dangereux est d'écrire l'histoire du communisme. C'est-à-dire risquer de réduire toute l'histoire de la Slovaquie, des Pays tchèques et de la Tchécoslovaquie à une synthèse monographique de l'histoire du parti, de ses activités, de son influence... ; risquer aussi d'entrer dans le jeu et l'illusion totalitaires selon lesquelles le Parti dirige tout, agit à tous les niveaux, a réponse à tout et explique tout. Une étude historique approfondie montre, et ne manquera pas de prouver, que le communisme était omniprésent, mais qu'il n'a pas « phagocyté » toute la réalité, et ce même si on lui ajoute son protagoniste et contraire : l'opposition, la résistance, la dissidence consciente et délibérée. L'histoire du communisme est un sujet d'étude, mais l'histoire de l'économie, de la culture, des modes de vie, la problématique des groupes sociaux, l'urbanisation le sont également. Bien que ces derniers aient fait partie des domaines de prédilection du pouvoir et de l'idéologie communistes, ils n'en possèdent pas moins leur propre histoire, une continuité ante et post-communiste. Il serait tragique que l'histoire du communisme devienne le pré carré d'une nouvelle caste d'historiens du Parti et du mouvement ouvrier qui ne ferait que prendre le contre-pied de ses prédécesseurs. À cette différence près que, pour les uns, l'histoire débiterait avec la Grande révolution socialiste d'octobre, et que pour les autres, elle prendrait fin avec la Grande révolution capitaliste de novembre.

Traduit du slovaque par Carole Paris-Formánek